

Note de conjoncture

> L'analyse économique de FranceAgriMer



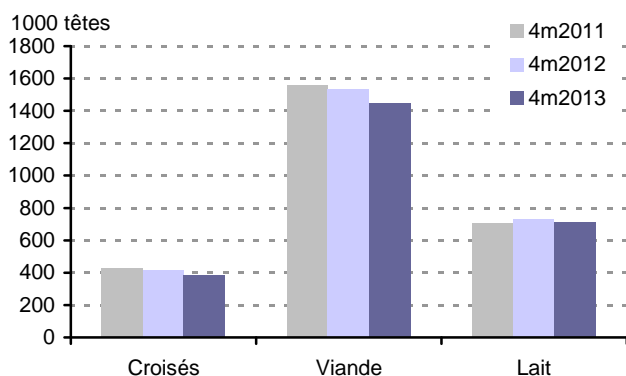
• Conseil Ruminants & Equidés / 6 juin 2013

VEAU DE BOUCHERIE

Repli des disponibilités en petits veaux sur le début d'année

Les conséquences de la décapitalisation du cheptel de femelles reproductrices restent observables en ce début d'année 2013. En effet, les naissances de veaux de races laitières ont diminué de 2,7 % sur les quatre premiers mois, ce qui représente un déficit de vêlages de plus de 19 800 veaux. Ces veaux laitiers (les mâles, notamment) sont ceux destinés en grande majorité aux ateliers d'engraissement du circuit court du veau de boucherie. Le manque d'offre de ces petits veaux aurait pu toutefois être compensé par un apport de veaux croisés. Mais, pour la troisième année consécutive, les naissances en croisement sont orientées à la baisse et celle-ci est particulièrement marquée : - 8,2 % sur quatre mois (soit 34 450 têtes de moins).

Naissances de veaux français sur janvier-avril



Source : FranceAgriMer, d'après BDNI

La constatation est la même sur les naissances en races à viande, où la réduction du nombre de veaux nés a atteint plus de 87 800 têtes (- 5,7 %). Ces veaux sont destinés, pour une petite part, à la filière veau (pour des productions spécifiques de veaux élevés au

pis) et pour une autre part à la filière longue brotard / jeune bovin. Pour cette production, les effets de la baisse des naissances devraient être constatés à plus long terme.

Globalement, tous types raciaux confondus, ce sont plus de 140 000 veaux de moins qu'en 2012 qui sont nés sur le territoire français au cours des quatre premiers mois. L'impact sur la filière veau de boucherie est, concernant les mises en engraissement sur la même période, d'un déficit de 25 900 veaux.

Au cours du premier trimestre, les exportations de veaux de moins de 80 kg se sont repliées de 6,1 %. La faiblesse des disponibilités françaises peut expliquer cette évolution à la baisse. La concurrence des Pays-Bas sur le marché des petits veaux pourrait être une autre raison : le pays dispose en effet d'importantes disponibilités, à des prix compétitifs, inférieurs de 44 % à ceux pratiqués en France.

Les importations ont diminué de 5 700 têtes environ sur le premier trimestre (- 31,7 %). Les approvisionnements en provenance des Pays-Bas ont été quasi inexistantes et partiellement compensés par des achats de veaux allemands et espagnols. Ainsi, malgré le repli des naissances sur cette période, le solde excédentaire du commerce extérieur de veaux de moins de 80 kg s'est amélioré de 4 200 têtes.

Baisse des prix liés à des mises en place prudentes

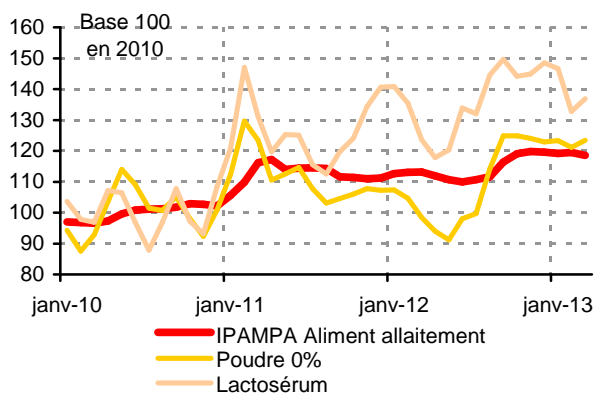
Malgré de moindres disponibilités, les prix du veau mâle de 45-50 kg se sont établis à des niveaux inférieurs à ceux de l'année précédente. Avec une moyenne de 115,1 €/tête, c'est un repli de 13,2 % qui a en effet pu être constaté. Non seulement l'année a débuté à des prix bas comparés aux années précédentes, mais, de plus, la baisse saisonnière (printemps – été) a été plus précoce.

Cette évolution des prix pourrait être la conséquence du repli des mises en engraissement, en particulier sur le premier trimestre. Les données du Nœud focal indiquent en effet sur cette période une réduction de

3,7 % des entrées de veaux dans les ateliers, soit d'un peu plus de 8 000 têtes. Certains facteurs ne sont pas favorables à la production de viande de veau.

Les coûts de l'aliment d'allaitement pour veaux, tout d'abord, se situent à des niveaux très élevés depuis le dernier trimestre 2012, 6,4 % au-dessus de ce qu'ils étaient un an plus tôt en moyenne sur les six derniers mois. Cette évolution est liée à celle des cours de poudre de lait écrémé et de lactosérum : suite à la sécheresse qui a touché la région, l'offre océanienne en poudre de lait écrémé a fortement diminué créant un déséquilibre entre l'offre et la demande sur le marché mondial et une croissance des prix (+ 32,1% en moyenne depuis le début de l'année par rapport à 2012). Cette hausse des cours a conduit certains opérateurs à substitué à cette poudre du lactosérum, moins onéreux ; mais ce renforcement de la demande a entraîné une hausse des prix de ce produit également (+ 13,2 %).

Evolution des coûts de l'aliment pour veaux



Source : FranceAgriMer, d'après Insee et Atla

La faiblesse de la consommation française peut être une autre raison de la prudence des mises en place sur le début d'année. Pour la troisième année consécutive, la consommation calculée par bilan est sur une tendance baissière, qui s'accroît chaque année : le repli est de 9,4 % sur le premier trimestre 2013, alors que sur les trois premiers mois de 2012, il était de -5,5 %. Même si Kantar Worldpanel indique une légère progression des achats des ménages sur les 16 premières semaines de 2013 (+ 2,6 %), le niveau reste bien en-deçà de celui de 2011 et plus encore de celui de 2010. Ces chiffres témoignent toutefois d'une chute de la consommation de viande de veau en restauration hors domicile.

Une réduction de la consommation consécutive au manque d'offre

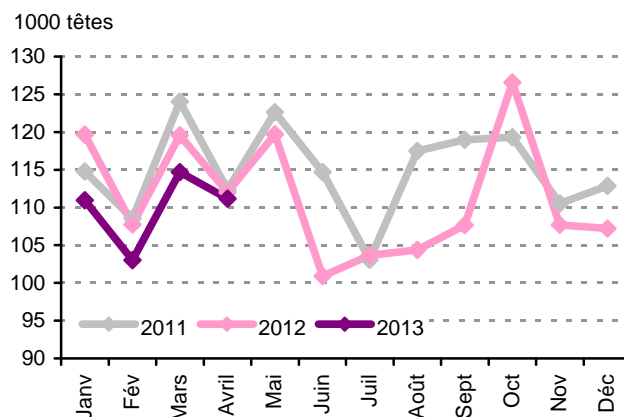
Le repli de la demande n'est pas le seul facteur explicatif de la baisse de la consommation par bilan. La réduction de l'offre en viande de veau sur le territoire français en est également une cause. Sur le premier trimestre 2013, les abattages de veaux ont en effet enregistré une diminution de 4,8 % en têtes, dans la continuité de l'évolution constatée en 2012. Les

poinds de carcasse étant stables par rapport au premier trimestre 2012, le repli en volume est du même ordre de grandeur. Le manque d'offre n'est pas spécifique à la France mais observable aussi au sein de l'Union européenne, notamment en Allemagne et en Italie. Seuls les Pays-Bas ont vu leurs abattages sensiblement progresser (données sur janvier et février), mais le repli atteint 8,6 % pour l'Union européenne à 27.

La compensation du repli de la production française ne s'est pas faite par des importations en vif, mais par des achats de viande de veau néerlandaise. Les approvisionnements en veaux (bovins de 80 à 300 kg destinés à la boucherie dans la nomenclature des douanes) ont en effet diminué d'un tiers sur le premier trimestre, soit de 3 900 têtes. Il semble que les fournisseurs habituels, à l'exception de la Belgique, n'ont pas pu fournir la France à des niveaux équivalant ceux de 2012. L'Allemagne manque peut-être de marchandises. Les Pays-Bas ont quant à eux privilégié leur propre production en développant leurs abattages. Ce sont donc les importations de viande de veau en provenance de ce pays qui ont permis de compenser, très partiellement toutefois, la baisse des abattages français. Après cinq années de repli, elles sont reparties à la hausse, s'améliorant d'un peu plus de 200 tonnes.

Dans ce contexte d'offre en repli, les prix de la viande de veau de boucherie sont restés globalement stables sur le premier trimestre, à un niveau en moyenne supérieur de 2 % à celui de 2012. Une décroissance a cependant pu être observée à partir du mois d'avril ; elle s'est poursuivie au mois de mai, les cours de la viande de veau passant même sous ceux pratiqués l'année passée. La raison pourrait être une reprise de la production au mois d'avril : les données de la BDNI indiquent en effet sur ce mois un resserrement de l'écart entre le nombre de veaux abattus en 2013 et ceux abattus en 2012.

Abattages de veaux en France



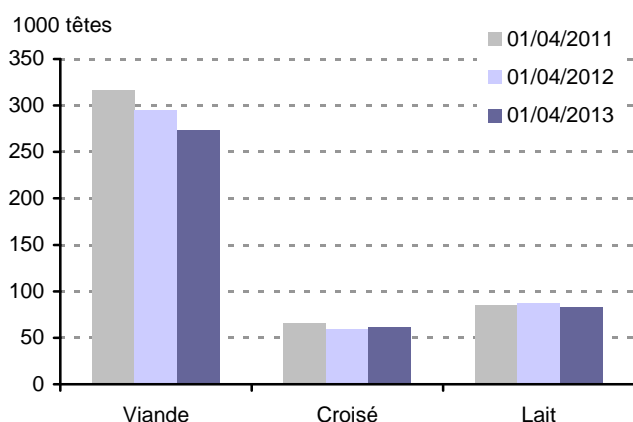
Source : FranceAgriMer, d'après BDNI

BOVINS MAIGRES

Une offre en brouards sur une tendance à la baisse au cours des premiers mois

Au 1^{er} janvier 2013, les disponibilités en bovins mâles allaitants âgés de 8 à 12 mois étaient supérieures de 1,3 % à ce qu'elles étaient un an plus tôt (+ 8 300 têtes). En races laitières, la tendance était également orientée à la hausse. Le recul des exportations de brouards sur la fin de l'année 2012 est la principale raison de cette évolution haussière. Quatre mois plus tard, au 1^{er} avril, la tendance s'est inversée et l'offre en bovins mâles allaitants est en repli d'environ 23 200 têtes.

Évolution du cheptel de bovins mâles âgés de 8 à 12 mois au 1^{er} avril



Source : FranceAgriMer, d'après BDNI

La diminution des naissances, sur la période avril-juillet 2012, comparativement à 2011, est la cause principale de ces moindres disponibilités en brouards. En effet, sur ces quatre mois, environ 110 000 veaux allaitants et croisés de moins étaient nés (- 8,6 %), ce qui représente à peu près 55 000 veaux mâles de moins pour la filière brouards / jeunes bovins.

L'offre en bovins mâles laitiers est également orientée à la baisse, le cheptel comptant 4 400 animaux de 8 à 12 mois de moins.

Si l'on se base sur les données de cheptel de la BDNI, la tendance devrait être la même sur les prochains mois, le nombre de bovins de moins de 8 mois étant, au 1^{er} avril, moins important qu'il ne l'était un an plus tôt : en races à viande (croisés inclus), il « manque » environ 44 000 mâles.

Un ralentissement des exportations

La réduction du cheptel de bovins mâles de moins de 12 mois disponibles a entraîné une diminution des exportations de brouards. Celle-ci a pu être notamment observée au mois de mars, où elle a été particulièrement marquée. Les ventes de bovins de 80 à 300 kg destinés à l'engraissement se sont repliées de 5 600 têtes sur le premier trimestre (- 8,0 %) dont 5 000 têtes sur le seul mois de mars (- 18,9 %). Les expéditions ont ralenti vers toutes les destinations, que

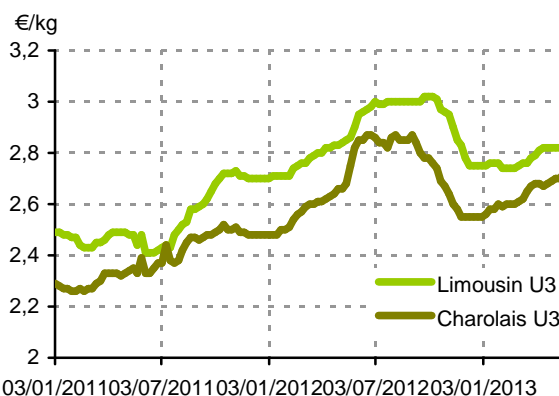
ce soit dans l'Union européenne ou sur les pays tiers. Concernant les brouards plus lourds (+ 300 kg destinés à l'engraissement), 13 600 animaux de moins qu'en 2012 ont été exportés sur le seul mois de mars (- 19,0 %), 9 600 en cumul sur le premier trimestre (- 4,8 %). La demande a été moins dynamique en provenance des pays membres de l'Union européenne, vers lesquels les ventes ont diminué de 8,1 %. En revanche, les pays tiers, l'Algérie en tête, ont été demandeurs de bovins maigres français : ils ont importé presque cinq fois plus de ces brouards lourds qu'au cours du premier trimestre 2012 (+ 6 600 têtes).

Le repli global des exportations de bovins maigres peut être expliqué par la faiblesse des disponibilités, mais également par la demande des engraisseurs français. Celle-ci semblerait être plutôt à la hausse : les données de cheptel de la BDNI peuvent servir d'indicateur pour confirmer cette tendance, le nombre de bovins mâles allaitants de 12 à 16 mois (bovins actuellement en engraissement) présents en France au 1^{er} avril 2013 étant en effet en hausse de 8,8 %.

Des prix orientés à la hausse

Après la baisse des cotations des bovins maigres mâles constatée sur la fin de l'année 2012, les cinq premiers mois de l'année ont été marqués par une amélioration des prix. Celle-ci est liée à la demande des engraisseurs français et étrangers ; mais elle a surtout été renforcée par le repli des disponibilités à partir du mois de mars. Dans ce contexte de léger déséquilibre sur le marché du brouard, les prix n'ont cessé de progresser au fil des semaines.

Cotation des brouards de 6-12 mois Limousins et Charolais U3



Source : FranceAgriMer

Le brouard limousin U3 est passé de 2,75 €/kg en semaine 1 à 2,82 €/kg en semaine 21, ce qui représente une revalorisation du prix de 2,5 %. Le brouard charolais U3 a gagné 17 centimes sur la même période (+ 6,7 %). L'écart entre les deux types raciaux s'est par conséquent resserré, passant de 20 à 10 centimes. Ces prix sont supérieurs à ceux qui étaient pratiqués un an auparavant, période où l'offre était plus abondante.

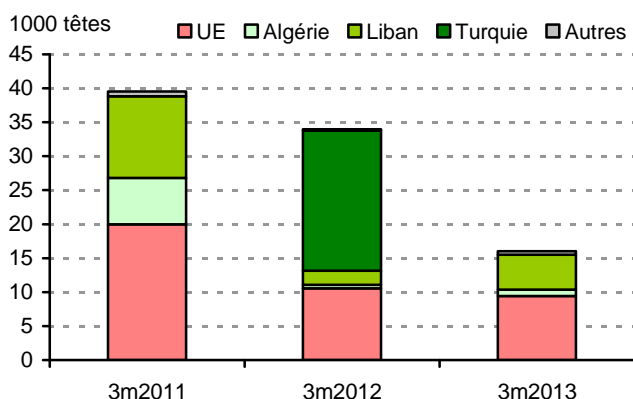
GROS BOVINS FINIS

Jeunes bovins : des abattages dynamiques, des exportations ralenties

Les premiers mois de l'année 2013 se sont déroulés à l'image de la fin de l'année précédente, c'est-à-dire avec des abattages de jeunes bovins en augmentation. Au 1er janvier 2013, les disponibilités en mâles allaitants de 12 à 16 mois étaient en hausse de 10 %, soit de 27 000 têtes. Au 1er avril, le surplus de mâles de cet âge présents dans les ateliers d'engraissement français atteint 34 600 têtes (+ 8,8 %). En races laitières, le cheptel est également supérieur à ce qu'il était un an plus tôt, au 1er avril 2012, de 2 000 têtes (+ 2,1 %).

Cette situation est bien différente de celle que l'on avait pu observer début 2012, où le déficit de brouards et les importantes exportations de bovins finis avaient conduit à une chute des abattages de jeunes bovins. Au contraire, en cumul sur 21 semaines de 2013, le nombre de jeunes bovins abattus a augmenté de 8,5 %, ce qui représente 26 700 animaux de plus qui sont passés par les outils d'abattage français. Cette croissance a touché tous les types raciaux, mais plus spécifiquement les races à viande. Ainsi, la proportion de jeunes bovins allaitants abattus s'est légèrement développée, ce qui justifie l'alourdissement des carcasses de 2,1 kg observé. Autre facteur explicatif de ces poids plus lourds, les animaux sont restés un peu plus longtemps en engraissement et sont donc sortis un peu plus âgés. La croissance des abattages en volume est par conséquent plus prononcée.

Exportations françaises de gros bovins finis



Source : FranceAgriMer, d'après Douanes

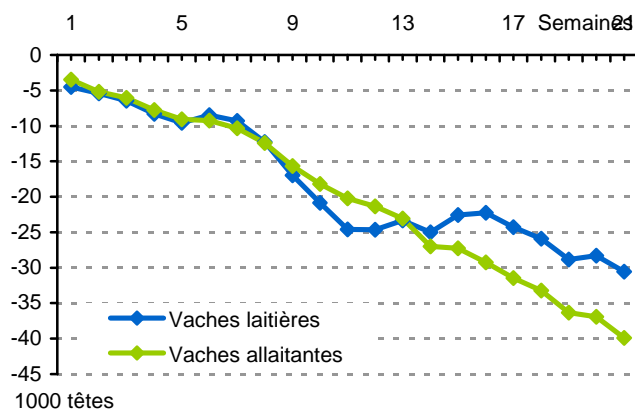
Si les abattages de jeunes bovins se sont améliorés, les exportations des animaux finis en vif se sont nettement dégradées sur le premier trimestre. Elles ont diminué de moitié par rapport à 2012. Les envois vers la Turquie ont été suspendus et les volumes n'ont pas pu être dirigés vers d'autres destinations. Les ventes vers le Liban se sont développées mais la demande des pays membres de l'Union européenne n'a pas décollé, alors même que la production y a diminué. L'Italie notamment, premier client de gros bovins français au sein de l'Union européenne, a

réduit ses approvisionnements de 15 %. La difficulté à écouler une partie de ces gros bovins finis est la raison de la hausse des abattages de jeunes bovins dans les outils français.

Vaches : un manque d'offre, qui limite les exportations de viande

Si les abattages de jeunes bovins sont dynamiques sur ce début d'année, ce n'est pas le cas pour les autres catégories de gros bovins finis, et en particulier pour les vaches. La rétention de femelles reproductrices dans les élevages est flagrante : d'après les données de la BDNI, le cheptel de femelles laitières de plus de 36 mois n'est en repli « que de » 0,7 % au 1er avril 2013 (en comparaison au 1er avril 2012), alors que l'écart était de - 1,7 % au 1er avril 2012 (par rapport au 1er avril 2011). Même constatation sur le cheptel allaitant, dont les effectifs sont passés de - 3,8 % au 1er avril 2012 à - 1,1 % au 1er avril 2013. Des premiers signes avaient pu être notés il y a quelques mois, sans pouvoir toutefois trop s'avancer dans les conclusions, mais les évolutions actuelles paraissent confirmer que les éleveurs sont dans une phase de reconstitution de leurs cheptels. Celle-ci passe par un ralentissement des réformes et donc une réduction des abattages de vaches.

Ecarts cumulés entre les abattages de 2013 et ceux de 2012, par type racial



Source : FranceAgriMer, d'après Normabev

Ainsi, le nombre de vaches abattues au cours des 21 premières semaines de 2013 a reculé de 12,3 %, soit de 86 300 têtes (données Normabev). Le repli a atteint - 11,0 % sur les races laitières, et - 13,8 % sur les races à viande. Face à l'importance de la demande et au manque d'offre, les sorties se font plus précocement et les femelles sont moins bien finies qu'elles ne l'étaient un an auparavant : les poids des carcasses ont diminué de 0,6 kg pour les vaches allaitantes et de 3,4 kg pour les vaches laitières, en moyenne sur 21 semaines.

La viande de vache est majoritairement destinée au marché national, celle de jeunes bovins partant plutôt à l'exportation. Mais le manque d'offre en vaches a limité les volumes exportables, la viande de jeunes bovins complétant le manque de produits destinés aux consommateurs français. Les exportations de viande

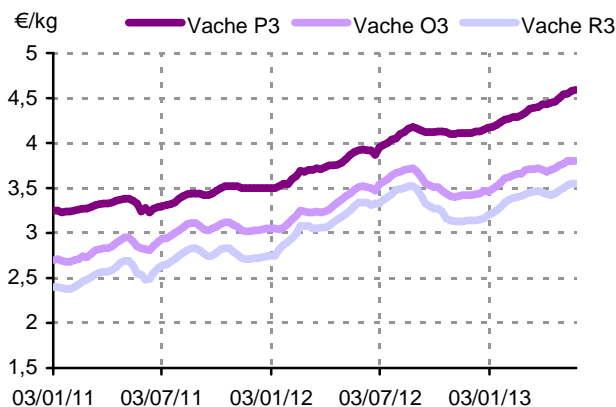
bovine (fraîche, congelée et transformée) ont donc vu leurs volumes se restreindre de 7,6 %, passant de 66,7 milliers de tec au premier trimestre 2012 à 61,6 milliers en 2013. Des apports étrangers en viande fraîche ont été réalisés sur cette même période (+ 3,4 %) mais pas en viande congelée (- 14,6 %). Globalement, les importations françaises de viande ont reculé de 1,6 %, soit d'environ 1 500 tec. La production européenne a été orientée à la baisse sur le début de l'année (données disponibles sur deux mois). C'est le cas dans les trois principaux pays producteurs, que sont le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Italie. Le manque de produits sur le marché communautaire est probablement un facteur limitant les possibilités d'approvisionnement en viande de la France.

Des prix orientés à la hausse

Depuis le début de l'année, les prix des gros bovins finis sont tirés à la hausse par la pénurie de vaches sur le marché français.

Les cours des vaches O3 ont gagné 44 centimes en moyenne sur les 20 premières semaines, en comparaison à 2012 (+ 13,4 %). Les vaches R3, qui sont principalement des vaches d'origine allaitante, ont enregistré une amélioration de leur prix de 67 centimes sur la même période (+ 18,4 %). Ces femelles se sont ainsi échangées à des prix supérieurs de 70 centimes à ceux des jeunes bovins R3. Les cours des vaches U3, enfin, ont dépassé en semaine 20 le seuil des 5 €/kg.

Cotations des vaches entrée abattoir



Source : FranceAgriMer

Cette flambée des prix de vaches a entraîné à la hausse les cours des autres catégories de gros bovins. Malgré une offre relativement abondante, les jeunes bovins se sont vendus en moyenne, depuis le début de l'année, entre 3 et 4 % plus chers qu'en 2012, selon les conformations. Une décroissance des prix avait pu être observée début avril mais la

tendance s'était inversée dès le mois de mai grâce au report de la demande sur la viande de jeunes bovins.

Les croissances des cours ont été particulièrement prononcées pour les bœufs et les génisses car l'offre a été modérée pour ces deux types de bovins. La production de bœufs se poursuit à la baisse et les prix ne cessent de croître, atteignant une moyenne de 4,22 €/kg sur les conformations R3 et de 4,49 €/kg sur les conformations U3, ce qui représente, dans les deux cas, une hausse d'un peu plus de 15 % par rapport à 2012. Les abattages de génisses ont reculé de presque 10 % sur les 21 premières semaines et les prix se sont améliorés de plus de 17 %.

Comme en France, les cours progressent partout dans l'Union européenne (à quelques exceptions près, Grèce, Hongrie...) en raison de la faiblesse de l'offre sur le marché communautaire et malgré les difficultés pour exporter vers certains pays tiers.

Consommation : chute des achats des ménages

La hausse des cours des gros bovins en France, comme dans l'Union européenne, s'est répercutée sur les prix de la viande au détail. Le panel Kantar Worldpanel indique ainsi que les viandes bovines (viande hachée comprise) sont les produits ayant enregistré les hausses de prix les plus significatives parmi les viandes de boucherie sur les 16 premières semaines (période allant du 1^{er} janvier au 21 avril) : l'augmentation s'est élevée à 6,2 % sur les pièces de bœuf, à 6,8 % sur la viande hachée fraîche et a atteint +10,9 % sur le bœuf haché surgelé. Dans le même temps, le prix moyen pour l'ensemble des viandes de boucherie, hors charcuterie, a augmenté de 3,3 %.

Ces prix élevés sont en partie responsable du repli des achats des ménages : - 2,3 % sur le bœuf frais, - 6,6 % sur le bœuf haché surgelé. Seuls les achats de viande hachée fraîche ont progressé. D'autres éléments peuvent cependant expliquer cette évolution à la baisse : le niveau de l'offre tout d'abord, qui est limité depuis le début de l'année, les divers scandales ayant touché la filière viande bovine ensuite, les difficultés économiques actuelles enfin.

Les consommateurs se sont reportés vers d'autres produits carnés, souvent moins onéreux : les élaborés de viande de boucherie, la viande de poulet, certaines pièces de charcuterie et les abats. Les achats d'abats ont en effet progressé de 1,7 % sur les 16 premières semaines.

Par bilan, la consommation de viande bovine (hors veau) a diminué de 2,8 %.

Ont contribué à ce numéro : unité Produits animaux, pêche et aquaculture / service Marchés et études de filières